

## ARRÊTÉ N° 2024-1602

### **POLICE MUNICIPALE**

**OBJET : Réglementation du stationnement et de la circulation à l'occasion de travaux sis 9 rue du Champ Briqué à SAINT-CYR-SUR-LOIRE.**

Monsieur le Maire de la commune de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1, L. 2213-1 et L. 2213-2,

Vu les décrets n° 85-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire, du Président du Conseil départemental et du Préfet en matière de circulation routière,

Vu l'arrêté municipal N°2016-323 du 10 août 2016, réglementant la circulation et le stationnement dans la rue Paul Doumer,

Vu la demande de : **SOLTECHNIC – 34 rue des Guillées – 79180 Chauray,**

Considérant que les travaux de rénovation nécessitent de réglementer la circulation et que celle-ci soit maintenue,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE PREMIER :**

Pour la période du **28 octobre au 11 novembre 2024**, les mesures stipulées dans les articles suivants seront donc applicables :

- Autorisation de stationner la benne à gravats sis N° 9 rue du Champ Briqué par panneaux AK5 et pose de panneaux AK5 30 mètres en amont et aval du chantier,
- Interdiction de stationner pour les autres usagers en face le N °9 rue du Champ Briqué du 28 au 31 octobre 2024, par pose de panneau B6a1,
- Interdiction de stationner pour les autres usagers sis 9 rue du Champ Briqué, de 1<sup>er</sup> au 11 novembre 2024, par pose de panneau B6a1,
- Aliénation du trottoir, indication du cheminement des piétons,
- L'accès aux services et aux riverains sera maintenu
- La chaussée et la voie seront laissées propres.

### **ARTICLE DEUXIEME :**

Cette réglementation sera affichée aux extrémités du chantier. Elle sera également annoncée et signalée conformément aux instructions sur la signalisation routière en vigueur par les soins et aux frais de l'entreprise.

#### **Hôtel de ville**

La signalisation correspondante ainsi que l'affichage du présent arrêté seront mis en place au moins 48 heures à l'avance par l'entreprise intéressée et sous son entière responsabilité.

**ARTICLE TROISIEME :**

Les véhicules en stationnement sur les emplacements indiqués à l'article 1<sup>er</sup> pourront, sur ordre des Services de Police, être enlevés aux risques et frais de leurs propriétaires (article R417-10 du Code de la Route).

**ARTICLE QUATRIÈME :**

Madame la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Cyr-sur-Loire et Madame la Directrice Interdépartementale de la police nationale d'Indre-et-Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée.

Une ampliation du présent arrêté sera également transmise à :

- Le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain de Saint-Cyr-sur-Loire,
- Le chef du commissariat de secteur de Police nationale de Tours Nord,
- La responsable de la Police Municipale de Saint-Cyr-sur-Loire,

Il sera en outre transcrit sur le registre des arrêtés de la commune.

Fait à Saint-Cyr-sur-Loire, le dix-sept octobre deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,  
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité publique,



Fabrice BOIGARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage, de sa notification et de sa transmission aux services de l'Etat chargés du contrôle de légalité. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

**ACTE ADMINISTRATIF EXÉCUTOIRE LE**

24 OCT. 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa responsabilité, compte tenu de son affichage, de sa publication ou de sa notification, le caractère exécutoire de l'acte.

Pour le Maire et par délégation,  
Le Cinquième Adjoint délégué à la sécurité publique,



Fabrice BOIGARD